

# LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 17 FEVRIER 2014

## SOMMAIRE

- 1) Un départ ??
- 2) Ils se détournent de la...
- 3) La dégringolade
- 4) Sarko : le boulet
- 5) Ils perdent le combat : tant mieux
- 6) A prévoir...
- 7) Elle se rebelle
- 8) Le délire des fachos...



Gérard Diez La Presse en Revue

**I) Placé: un départ des écologistes du gouvernement n'aurait  
«aucun sens»**



Jean-Vincent Placé, président du groupe EELV au Sénat, le 26 septembre 2013 à Angers  
(Photo Alain Jocard.AFP)

**EELV compte deux ministres dans le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, Cécile Duflot (logement) et Pascal Canfin (développement).**

Jean-Vincent Placé, le chef de file des sénateurs EELV, a estimé samedi qu'un départ des écologistes du gouvernement n'aurait aujourd'hui «strictement aucun sens».

«Il y a un débat très vif au sein du mouvement, la faiblesse des éléments écologiques de la politique menée et les orientations nettement social-libérales plaisent de moins en moins à nos militants et à nos cadres», a-t-il déclaré sur Europe 1.

Interrogé sur un éventuel remaniement ministériel en mai prochain, le sénateur EELV a estimé que «dans la période actuelle et sur les grands enjeux» - loi de transition énergétique, sur la biodiversité, fiscalité écologique... - «dans ce temps extrêmement complexe, y compris d'élections, quitter le gouvernement n'aurait strictement aucun sens».

«On est dans une position d'un groupe minoritaire dans un exécutif, c'est très difficile. Dans la séquence qui vient, municipales, européennes, sortir ça n'a tout simplement aucun sens», a-t-il répété: «Ce serait perçu comme très, très politicien, voire politicard, par les Françaises et les Français».

**EELV compte deux ministres dans le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, Cécile Duflot (logement) et Pascal Canfin (développement).**

A propos des chiffres de la croissance (+0,3% en 2013), Jean-Vincent Placé a estimé qu'il «faut aujourd'hui une politique plus dynamique, notamment des pouvoirs publics, pour relancer en particulier l'investissement et un peu aussi la consommation».

Interrogé sur les municipales de mars, il a indiqué que, s'agissant des villes de plus de 30.000 habitants qui constituent leur «cœur de cible», les écologistes étaient «à moitié en alliance avec le PS, au tiers en listes autonomes EELV» et «à 1,5% avec le Parti de gauche».

politisés. C'est ce que les jeunes interrogés semblent eux aussi penser.

Enfin, l'enquête montre que les trois quarts d'entre eux voudraient que les démarches

## II) Pourquoi les jeunes se détournent de la politique

Le Monde.fr

Propos recueillis par Isabelle Rey-Lefebvre



Bulletins de vote dans une urne, le 14 mars 2010 | AFP/ERIC CABANIS

Les jeunes sont en retrait de la politique mais cela n'est pas du désintérêt bien au contraire. Ils souhaitent plus de démocratie et aimeraient mieux en comprendre le fonctionnement. Telles sont les conclusions du sondage sur leur perception de la vie politique française, publié le 12 février et réalisé pour l'Association de la fondation étudiante pour la ville, par la société Audirep auprès de 500 jeunes âgés de 15 à 30 ans du 16 au 20 décembre 2013 (voir l'étude ici en PDF).

Céline Braconnier, sociologue et professeure à l'université de Cergy-Pontoise, en commente les résultats.

### Comment se manifeste la défiance des jeunes envers la politique ?

**Céline Braconnier :**

La politique n'est importante que pour 55 % des jeunes interrogés, loin derrière la santé, la famille, le travail, les loisirs, les amis, la vie sentimentale ou les études. Cette distance s'observe toutefois dans toutes les classes d'âges : elle n'est pas propre aux jeunes. Et si l'on dit souvent qu'ils sont méfiants vis-à-vis des grands médias, l'enquête montre qu'ils sont tout de même 83 % à déclarer suivre régulièrement l'actualité politique, et même 88 % chez les titulaires d'un baccalauréat, le plus souvent à la télévision, qui reste à ce jour, de très loin, le vecteur essentiel d'information.

En matière de pratiques politiques, les jeunes restent attachés au scrutin présidentiel, auquel ils participent massivement, comme le montrent les chiffres de participation de 2007 – plus de 80 % – et, dans une moindre mesure, de 2012. En revanche, dès que l'intensité de la campagne diminue, les jeunes sont bien les premiers à se démobiliser : moins d'un jeune sur deux a voté aux municipales de 2008 et l'écart se creuse alors entre les diplômés du supérieur et ceux qui rencontrent des difficultés d'emploi ou d'insertion, qui s'abstiennent le plus. Quant aux autres modalités d'expression politique, seule une minorité, le plus souvent diplômée, les adoptent. Les déclarations sur l'intérêt – mitigé – et sur les pratiques, qui restent rares, sont donc cohérentes.

**Le sondage Audirep indique que seuls 25 % des jeunes ont déjà assisté à une réunion de concertation publique, alors que 56 % déclarent avoir aidé une personne ou une association (63 % chez les bacheliers) et 66 % souhaitent que le service civique devienne obligatoire. L'action locale et concrète semble donc les mobiliser : n'est-ce pas une forme d'intérêt pour la politique ?**

La distance que les jeunes prennent à l'égard des formes traditionnelles d'expression politique ne signifie pas forcément qu'ils se replient sur eux-mêmes. Si seuls 5 % des jeunes interrogés dans le sondage déclarent être membre d'un syndicat et 7 % d'un parti politique, ils n'expriment pas un rejet de ces formes traditionnelles d'engagement, mais plutôt leur méconnaissance de ces institutions. Ainsi, une majorité déclare souhaiter en savoir plus sur ces organisations et la manière dont on les intègre.

Questionnés sur ce qu'il faudrait faire pour améliorer la démocratie, 78 % de ces jeunes souhaitent aussi que la vie politique soit abordée et expliquée à l'école. C'est un élément très intéressant du sondage car, depuis trois décennies, les formes d'encadrement politique des quartiers populaires, des campagnes ou des lieux du travail ouvrier, autrefois prises en charge par le monde associatif, se sont complètement déstructurées et n'ont pas été remplacées, laissant les familles assurer seule la socialisation politique de leurs membres. Or, ce sont aussi les inégalités politiques qui se transmettent en héritage par les familles. L'école seule peut les compenser en fournissant des repères aux enfants qui évoluent dans des milieux très peu politisés. C'est ce que

les jeunes interrogés semblent eux aussi penser.

Enfin, l'enquête montre que les trois quarts d'entre eux voudraient que les démarches administratives pour voter soient simplifiées, ce qui à première vue peut paraître paradoxal puisqu'ils appartiennent à une génération qui a bénéficié de l'inscription d'office sur les listes électorales à 18 ans, mise en place en 1997. Le problème provient du fait qu'ils ne savent pas qu'il leur faut se réinscrire quand ils partent de chez leurs parents, et après chaque déménagement. Cette contrainte, étant donné la forte mobilité des jeunes, alimente l'abstention.

**La moitié des jeunes ne souhaite pas que le droit de vote soit accordé aux étrangers dans les élections locales. Est-ce étonnant ?**

Non, la réponse à cette question est celle où le clivage lié au positionnement politique est le plus fort : les jeunes de gauche souhaitent massivement que l'on accorde ce droit, pas les autres.

Isabelle Rey-Lefebvre  
Journaliste au Monde

### **III) Français et politique : la confiance se dégrade nettement, selon le Cevipof**

Emmanuel Galiero

lefigaro.fr



«Il y a deux exutoires possibles: soit le retrait boudeur sous la forme d'une abstention, soit une protestation pure et simple de gens qui iront voter uniquement pour pousser un coup de gueule», analyse Pascal Perrineau, directeur du Cevipof. Crédits photo : © Stephane Mahe / Reuters/ REUTERS

## **Les résultats de la cinquième vague du Baromètre de la confiance politique du Cevipof, dévoilés lundi, apparaissent comme des alertes à quelques mois des élections municipales et européennes de mars et mai 2014.**

Une nouvelle fois, l'écart entre les Français et la classe politique se creuse et ne cesse de croître. «Nous atteignons des niveaux vertigineux que nous n'avons jamais connus», constate Pascal Perrineau en avouant sa surprise. Le directeur du centre de recherche politique de Sciences Po associé au CNRS cite un exemple éloquent: «87 % des Français considèrent que les responsables politiques se préoccupent peu ou pas du tout des gens comme eux. C'est hallucinant! Cela représente 6 points de plus par rapport à 2009. Nous approchons les 90 %, nous n'avions jamais connu une telle dégradation.»

Pascal Perrineau souligne qu'un tel niveau de défiance constitue un «record», même s'il était «déjà très haut» dans le dernier baromètre. «Et cette défiance politique commence à diffuser sur d'autres registres, comme celui de l'économie, poursuit-il. 60 % des Français considèrent que leur situation financière va se dégrader dans les prochains mois, 65 % pensent que la situation du pays va se dégrader et 69 % considèrent que les entreprises françaises ne sont pas compétitives.»

Les analystes sont d'autant plus préoccupés qu'ils observent aujourd'hui le prolongement de cette défiance économique au niveau de la «confiance sociale et personnelle» des couches les plus modestes de la société. À la lecture de données précédentes, celles-ci semblaient pourtant protégées. «En 2009, se souvient le politologue, on avait expliqué la crise politique en invoquant la crise économique et la personnalité de Nicolas Sarkozy, mais les chiffres sont encore pires aujourd'hui, cinq ans après.» Les premiers signes de cette érosion datent des années 1980 et n'ont

### **Un sentiment inédit de «dégoût»**

L'une des autres révélations du baromètre est l'apparition du sentiment inédit de «dégoût». Pour Pascal Perrineau, ce terme très fort est un signe: «On ne peut pas l'interpréter simplement comme la montée irrésistible d'une indifférence. C'est beaucoup plus fort que cela. Aujourd'hui sont exprimés du ressentiment et de la colère.» Selon

lui, il ne s'agit pas d'une dépolitisation des Français, et la question posée par ces tendances est celle de la forme que prendra la «colère» face aux urnes. «Au fond, explique-t-il, il y a deux exutoires possibles: soit le retrait boudeur sous la forme d'une abstention qui ne devra pas être perçue comme une forme d'indifférence mais comme une sorte de bras d'honneur, soit une protestation pure et simple de gens qui iront voter uniquement pour pousser un coup de gueule.»

À noter également que 69 % des Français estiment que leur démocratie ne fonctionne pas bien (plus de 21 points par rapport à 2009). Aussi, le Cevipof envisage la traduction de ces deux hypothèses de manière concrète lors des prochaines échéances électorales. «Il faudra suivre très attentivement la protestation aux européennes, qui s'articulera autour des listes frontistes, puisque le FN se retrouve désormais au niveau des deux grands partis», prévient l'analyste politique en avouant que l'approche sera «plus complexe» pour les municipales.

Dans ce contexte global de défiance, les études montrent que l'échelon local est moins touché que les autres. Par exemple, la seule institution pour laquelle les Français affichent plus de 50 % de confiance reste la structure municipale (62 %). C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le PS tentera de protéger au maximum ses municipalités socialistes du sentiment général de défiance exprimé vis-à-vis de François Hollande et de sa politique nationale. Tout sera fait pour municipaliser au maximum les élections de mars. C'est une façon aussi de souligner que la lucidité et la prudence des élus locaux de gauche devraient les inciter fortement à ne pas se bousculer pour recevoir des ministres du gouvernement Ayrault sur leurs terres.

A la lecture du baromètre réalisé par Opinionway pour le Cevipof (étude réalisée sur un échantillon de 1803 personnes du 25 novembre au 12 décembre 2013), plusieurs résultats méritent d'être soulignés. Aux questions liées à l'état d'esprit actuel des Français, les personnes sondées mettent trois mots négatifs en tête des qualificatifs. La morosité (34%), la lassitude (31%) et la méfiance (30%) apparaissent avant la sérénité (15%) et le bien-être ((14%) ou l'enthousiasme (8%). On note aussi que 72% des gens interrogés pensent que les jeunes d'aujourd'hui auront «moins de chances» de réussir que leurs parents (+ 4 points en un an). Et si 63% des sondés croient que voter aux élections est ce qui permet d'exercer le plus d'influence sur

les décisions prises en France, ce pourcentage chute de deux points en un an.

Dans le chapitre consacré aux partis politiques, le baromètre révèle que l'UMP (+3 points) et le FN (+1 point) sont à égalité (36%) sur la question suivante: qui, à votre sens, représente le mieux aujourd'hui l'opposition de droite. Concernant la confiance liée aux personnalités politiques, les données d'Opinionway soulignent notamment que 25% des personnes affirment avoir toujours eu confiance en Nicolas Sarkozy contre 14% pour François Hollande, et 12% pour Marine Le Pen. A l'inverse 66% disent n'avoir jamais eu confiance en Jean-Luc Mélenchon, 65% en Jean-François Copé, 59% en Marine Le Pen, 56% en Jean-Marc Ayrault et 53% en François Hollande.

Sondage Cevipof



Emmanuel Galiero

## IV) Montebourg: Sarkozy a laissé une "dette monstrueuse" à la France

Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, a affirmé dimanche que le retour de Nicolas Sarkozy sur la scène politique "l'indifférait un peu" et a dénoncé la "dette monstrueuse" qu'il avait laissée à la France.

"Ca m'indiffère un peu", a déclaré le ministre sur France 3 lors de l'émission "12-13 Dimanche", interrogé sur les apparitions récentes de l'ex-chef de l'Etat.

Mais, a-t-il enchaîné, "j'ai une question à poser à M. Sarkozy (...): comment il fait pour baisser la dette monstrueuse qu'il a laissée aux Français ? (...) Parce que nous, on gère la facture Sarkozy, la dette Sarkozy, le passif Sarkozy", s'est-il exclamé. Selon lui, "la présidence Sarkozy (...) y'en a pour 687 mds (d'euros) de plus, ça va durer dix ans ce remboursement de la dette Sarkozy".

"Dites-nous comment vous feriez, puisque vous avez l'air si astucieux !", a-t-il lancé, ajoutant: "ce que vous avez laissé derrière vous est une catastrophe pour notre pays".

"Et vous voyez, on assume la responsabilité de redresser le pays après votre passage".

Interrogé sur les craintes d'une déroute et d'une forte abstention de l'électorat de gauche aux élections municipales, le ministre a assuré: "On va se battre, il y a des très bons bilans de maires".

"Ce que je vois, c'est que ce sont des élections municipales et la population s'intéresse beaucoup aux enjeux municipaux: où est ce qu'on construit le stade, quelle est la politique des crèches etc".

"Les élections locales, c'est un enjeu local, on règle des problèmes locaux", a-t-il insisté, reconnaissant que "ça aura forcément un retentissement national".

lesechos.fr

## V) Non-cumul : les sages valident la loi, les sénateurs perdent leur combat

François Vignal



L'hémicycle du Sénat.

© AFP

**Le Conseil constitutionnel a validé la loi interdisant le cumul d'un mandat parlementaire avec une fonction exécutive locale. Elle s'appliquera en 2017 pour tous, alors que le sénateur-maire de Dijon, François Rebsamen, affirmait pouvoir cumuler jusqu'en 2020.**

Le sujet a concentré les sénateurs pendant des mois. Il est aujourd'hui clos. Le Conseil constitutionnel a validé la loi interdisant le cumul d'un mandat parlementaire avec une fonction exécutive locale. Et il entrera en vigueur en 2017. Pour tous.

Les sénateurs avaient été les fers de lance de l'opposition au texte. Pour les opposants, le cumul est justifié car le Sénat représente les collectivités locales, comme le dit la Constitution. Les élus de la Haute assemblée avaient donc modifié le texte en y apportant une exception pour les sénateurs, autorisés à cumuler, à la différence des députés.

### **« Un jour important », selon Jean-Pierre Sueur**

Il restait un doute quant à la date d'application de la loi. Le Conseil constitutionnel l'a levé. « Considérant qu'aux termes de l'article 12 de la loi organique : « La présente loi organique s'applique à tout parlementaire à compter du premier renouvellement de l'assemblée à laquelle il appartient suivant le 31 mars 2017 » ; qu'il en résulte notamment une entrée en vigueur de l'ensemble des dispositions de loi déferée aux sénateurs lors du renouvellement du Sénat de septembre 2017 ; que les dispositions de la loi organique seront applicables à l'ouverture de la session ordinaire qui suit cette élection tant aux sénateurs faisant l'objet d'une nouvelle élection qu'aux sénateurs élus lors du renouvellement de septembre 2014 », écrit le Conseil dans sa décision.

Le président de la commission des lois du Sénat, le socialiste Jean-Pierre Sueur, se dit « très heureux de cette décision ». « C'est un jour important », affirme à Public Sénat le sénateur du Loiret, qui permettra « un changement important dans les mœurs politique de ce pays » et réduira « cet absentéisme qu'on constate » chez les parlementaires.

### **Les sénateurs élus en 2014 ne pourront pas cumuler jusqu'en 2020**

Autrement dit, député ET sénateurs ne pourront plus cumuler à partir de 2017. Au grand dam du sénateur-maire de Dijon François Rebsamen. Le président du groupe PS du Sénat, opposant de la première heure au non-cumul, avait assuré en janvier qu'il pourrait cumuler jusqu'en 2020. Une version que nous avait confirmée Alain Vidalies, ministre chargé des Relations avec le Parlement. Réélu théoriquement en 2014, François Rebsamen pensait pouvoir terminer son mandat de sénateur de 6 ans, affirmant que la loi ne pouvait pas interrompre un mandat en cours. Une interprétation qui n'a pas été retenue par les sages. Sollicité, François Rebsamen n'a pas

souhaité faire de commentaire. Il devra, comme les autres parlementaires en situation de cumul, exprimer son choix entre son exécutif, en l'occurrence la mairie de Dijon, et le Parlement.

« Il avait une lecture de la loi qui n'était pas conforme à la lettre de la loi », commente Jean-Pierre Sueur, un soutien de Martine Aubry. L'ex-première secrétaire du PS avait dès 2008 défendu le non-cumul. A l'époque contre l'avis... de François Hollande. Le candidat PS avait ensuite repris à son compte cette réforme populaire que les militants avaient entre temps adoptée.

### **Les radicaux de gauche veulent l'annulation de la loi**

Les sénateurs RDSE, à majorité PRG, qui étaient également à la pointe dans la lutte contre le texte, souhaitent carrément pour leur part l'annulation du texte. « Les dispositions prévues par une loi peuvent être abrogées ou modifiées par une autre loi », rappellent dans un communiqué les sénateurs RDSE et le président de leur groupe, Jacques Mézard. Selon eux, cette loi « est un mauvais coup porté à nos institutions et particulièrement au Sénat, chargé par l'article 24 de la Constitution de la représentation des collectivités territoriales ». Ils affirment aussi que la version du texte voté par le Sénat, mais qui n'a pas été retenue par l'exécutif, « était plus progressiste que la loi organique qui vient d'être validée ». Elle permettait le cumul entre un mandat de sénateur et une seule fonction exécutive locale tout en interdisant le cumul des indemnités.

Jean-Pierre Sueur ne croit pas au retour en arrière que souhaitent les radicaux. « Ce sera un changement tellement profond », affirme le président de la commission des lois, « qu'un futur gouvernement ne changera pas la loi. Ce ne sera pas envisageable ».

[publicsenat.fr](http://publicsenat.fr)

**LAPRESSEENREVUE.EU**

## VI) Municipales: l'abstention fait peur aux socialistes

Par Lénaïg Bredoux et Mathieu Magnaudeix

**Ministres, députés et candidats locaux du PS s'inquiètent d'une flambée de l'abstention aux municipales. Elle pourrait transformer le scrutin des 23 et 30 mars en défaite sévère.**

Le ton a changé. Ces dernières semaines, les socialistes étaient encore nombreux à croire à un miracle aux municipales et à parier sur des pertes de villes limitées et compensées par quelques gains symboliques, comme Marseille. Mais depuis dix jours, la panique monte. Après les critiques du « pacte de responsabilité » de François Hollande, les derniers bugs au sommet de l'État, avec l'abandon de la loi famille et l'imbroglie sur le gel de l'avancement des fonctionnaires, leur font craindre une abstention massive le jour du vote.

Les témoignages recueillis (voir notre boîte noire) dans différentes régions et dans des villes de tailles diverses sont quasiment unanimes : l'image des maires et des équipes sortantes est souvent positive, les réunions publiques font le plein, mais de nombreux socialistes craignent que cela ne suffise plus à éviter une lourde défaite. La faute à l'abstention qui pourrait être massive et rebattre les cartes dans bien des villes. « Il y aura de l'abstention à gauche, c'est évident, assure le ministre de l'agriculture Stéphane Le Foll, proche de François Hollande. Mais pour le reste, je suis bien incapable de dire ce qui va se passer. »

« Depuis une dizaine de jours, il y a une inflexion nette, constate le député PS Philippe Baumel, candidat en septième place à Breuil (Saône-et-Loire), la ville de 4 000 habitants dont il a été maire avant d'être élu député en juin 2012. Un poids critique est tombé dans cette campagne municipale : les bégaiements sur la loi famille ont atteint le cœur de l'électorat de gauche, qui doute fortement de la volonté du gouvernement d'aller au bout des choses. Les paparazzades de l'affaire Gayet ont atteint l'image du président. »

« Au-delà de l'image souvent très bonne des équipes municipales sortantes, la gauche risque d'être pénalisée par la désillusion de l'électorat populaire sur les attentes de résultats économiques et sociaux. Mais on a aussi troublé

notre électorat de classe moyenne et de classe supérieure qui considère que la gauche est aussi là pour faire avancer la société », en référence à la loi famille, abonde Bernard Roman, député du Nord.



Une candidate socialiste aux municipales: Anne-Laure Jaumouillié (La Rochelle) © DR

Thierry Mandon, porte-parole du groupe PS à l'Assemblée, élu de l'Essonne, fait le même constat : « Depuis des mois, notre électorat est déstructuré sociologiquement. Et entre la loi famille et le débat sur le gel de l'avancement des fonctionnaires, on ne l'a pas vraiment brossé dans le sens du poil ces derniers temps. On lui donne même des contre-gages ! Dans les réseaux militants, associatifs, bénévoles autour du PS, cela pèse. Et comme l'électorat populaire est déjà parti... »

« Les questions locales continuent de prédominer, mais depuis quelques semaines, les interpellations sur la politique nationale sont un peu plus régulières. Dans l'électorat de gauche, l'impatience, voire la déception, s'expriment de plus en plus », témoigne le socialiste Mathieu Klein, en campagne pour ravir la mairie de Nancy (Meurthe-et-Moselle) après trente ans de règne du centriste André Rossinot.

« Je ne sens pas de raidissement, mais c'est vrai que les sujets nationaux émergent dans les conversations, raconte Olivier Dussopt, député et maire PS d'Annonay (Ardèche), candidat à sa réélection. La plupart du temps, les gens font la différence entre le national et le local. Mais je ne sais pas ce que pensent ceux qui ne me parlent pas ! Dans un quartier difficile, j'ai aussi été témoin pour la première fois de quelques violentes réactions antisystème, pro-Dieudonné. »

À Reims, où le PS est en plus mauvaise posture

pour garder la mairie prise à la droite en 2008, on s'inquiète. « Le vote sanction se renforce. Le fait que le gouvernement ne soit pas très populaire, cela compte. (...) Je crains qu'une partie de notre électorat ne se déplace pas », a prévenu dans le Journal du dimanche la maire sortante, Adeline Hazan. « En janvier, on ne sentait pas le poids du contexte national. Désormais, c'est bien là, explique Nicolas Marandon, premier fédéral du PS de la Marne et directeur de campagne d'Adeline Hazan. Les gens nous disent ne pas comprendre pourquoi ça tire dans un sens, puis dans l'autre. Sur la fiscalité, on prend cher, de la part des petits patrons comme des habitants des quartiers populaires. Il y a le chômage qui ne baisse pas, la loi famille. Ou récemment les salaires des fonctionnaires, on n'avait pas besoin de ça ! »

Même à Tulle (Corrèze), la ville que François Hollande a dirigée, son successeur Bernard Combes, également conseiller à l'Élysée, s'inquiète : « À ma permanence, j'ai entendu des gens qui sont venus me dire : "Si c'est pour geler nos salaires, alors on va geler le bulletin de vote !" Sur la loi famille, d'autres m'ont dit : "Cette loi nous aurait aidés" ou bien "J'ai du mal à avoir un droit de visite pour mes petits-enfants". Certains ne comprennent pas que 80 000 manifestants ultra-orthodoxes fassent la politique familiale dans une société en mouvement. » Mais « ils me disent aussi qu'ils aimeraient me réélire », précise Combes, pas franchement menacé par la droite.

La situation est assez similaire à Rennes, une grande ville détenue par la gauche depuis 1977. Le PS, qui présente pour la première fois une jeune députée, Nathalie Appéré, est encore en position de force. Éluë dans un quartier populaire de la ville, sa camarade socialiste Marie-Anne Chapdelaine voit surtout des « gens qui se concentrent sur les municipales », et qui veulent voter à gauche. Mais elle aussi a été rattrapée sur le terrain sur le gel de l'avancement des fonctionnaires, annoncé par Vincent Peillon, démenti, puis confirmé, puis démenti par Jean-Marc Ayrault, et par l'abandon de la loi famille. Vendredi, une de ses électrices l'a appelée afin de lui dire qu'elle s'abstiendrait pour ces deux raisons aux municipales. « Il va y avoir de l'abstention. Mais cela sera marginal, croit Chapdelaine. Moi, je vois aussi des gens de gauche qui vont se tourner vers l'extrême gauche. » « Pour l'électorat populaire, il faut aussi qu'on explique mieux notre politique. Par exemple qu'on dise qu'on ne va pas

donner un blanc-seing au patronat avec le pacte de responsabilité », ajoute-t-elle.

### **Des « socialistes, dehors ! » dans les cages d'escalier**

À Solférino, le Monsieur élections du PS, le député Christophe Borgel, qui reçoit de nombreux appels des candidats en campagne, confirme : « La fin de semaine dernière n'a pas été bonne. L'ambiance s'est dégradée, dans tous les milieux sociaux. Le pataquès de la loi famille a remis 100 balles dans la machine sur le mode "on est des baltringues". Malgré les bons retours en porte-à-porte et les sondages locaux parfois excellents, cette ambiance générale peut conduire à une abstention qu'on peut ne pas voir venir. »

Bon connaisseur de la carte électorale et de l'historique des municipales, il fait le raisonnement suivant : depuis 1977, il y a plus de 100 villes de plus de 10 000 habitants qui basculent à gauche ou à droite. La tendance est même plus forte depuis les trois derniers scrutins. En 2001, la gauche en avait perdu 101 et gagné 45. En 2008, elle en avait conquis 112, pour 30 perdues.



Mathieu Klein, candidat PS à Nancy © DR

Cette fois, le mouvement risque d'être plus ample. D'abord parce que le PS et ses alliés détiennent un nombre impressionnant de villes moyennes et de grandes villes. Ensuite parce qu'ils sont au pouvoir. Enfin parce que l'électorat de François Hollande est déboussolé, voire déstructuré, entre les ouvriers qui souffrent massivement du chômage, les classes moyennes agacées par les impôts et déçues par les reculs sociétaux, les quartiers populaires, qui se sentent toujours abandonnés, et les jeunes de gauche qui étaient très attachés au droit de vote des étrangers et aux mesures contre le contrôle au faciès.

Dans le meilleur des scénarios (lire notre article),

la gauche obtiendrait un « 2001 réduit », soit 150 villes de plus de 10 000 habitants qui basculent, dont 80 vers la droite et 30 vers la gauche. Si Marseille en fait partie, « on pourra dire qu'on a bien travaillé », sourit Christophe Borgel. Le pire cauchemar du PS serait 150 villes perdues, pour 50 villes gagnées, 4 villes pour le FN et Marseille qui reste à droite. Une débâcle qui rappellerait celle de 1983.

Élus et candidats interrogés estiment qu'une partie de leurs sympathisants peut aller glisser un bulletin Front de gauche ou extrême gauche dans l'urne, mais dans des proportions limitées. Ils ne croient pas tellement à une « vague bleue » pour l'UMP. La droite, disent-ils, ne fait pas franchement rêver les électeurs. L'image donnée par le principal parti d'opposition ces derniers mois ne peut que les conforter. « La vague bleue, je n'y ai jamais cru. Et je n'ai toujours pas l'impression que l'UMP soit en position d'être l'incarnation de l'alternative locale », analyse Stéphane Le Foll.

« Je ne sens nulle part un appétit féroce pour la droite républicaine. Il y a même une certaine démobilisation de leur côté : dans certaines villes de Saône-et-Loire, la droite n'arrive pas à boucler des listes », témoigne le député Philippe Baumel. D'autant que l'UMP est concurrencée parfois localement par des listes « très à droite, pas étiquetées FN mais qui en sont très proches ». « Dans les quartiers populaires d'Annonay, l'ancien maire de droite est bien plus mal reçu que moi », explique Olivier Dussopt.

Les socialistes cauchemardent encore de leur débâcle législative de 1993. Ils ne sentent pas encore le même climat : leur électorat est fatigué, déçu, parfois consterné, mais pas dans cet état de colère violente qui pourrait profiter à la droite.

À l'époque, se souvient le ministre du travail Michel Sapin, les sympathisants changeaient de trottoir ou les insultaient. « Jean Glavany (député, ancien ministre) raconte que quand il montait dans l'avion, les gens le sifflaient ! Là, ce n'est pas comme ça, ils sont sympas », témoigne Christophe Borgel.

« Quand ils parlent du national, en fait, ils me plaignent », souffle, sous couvert d'anonymat, une députée socialiste. Olivier Dussopt rapporte tout de même que « certains élus de grandes villes ont entendu des “socialistes dehors !” dans les cages d'escalier le week-end dernier ».

Les socialistes craignent d'autant plus une démobilisation de leur électorat qu'ils se méfient de l'effet déformant des sondages. Pour l'instant, dans des villes que la droite espérait accrocher comme Toulouse ou Quimper, ils sont favorables aux maires sortants. Mais les instituts mesurent très mal l'abstention. Des dernières enquêtes, ressort un taux qui va de 10 à 20 %. Aux municipales de 2008 et de 2001, 38 % des électeurs s'étaient abstenus dans les villes de plus de 3 500 habitants.

« Il faut dire que le national ne donne pas très envie à un électeur de gauche d'aller voter et qu'il donne très envie à un électeur de droite d'y aller », résume Borgel. Au PS, c'est l'heure de la mobilisation générale : les candidats sont priés d'investir massivement le terrain et de multiplier le porte-à-porte pour aller chercher leurs électeurs.

Face à leurs électeurs, certains n'hésitent pas à dire leurs gros doutes sur la politique du gouvernement, afin d'enrayer la machine à perdre et de se déconnecter le plus possible de la politique nationale. « Moi, je ne manie pas la langue de bois, explique Philippe Doucet, député et maire sortant d'Argenteuil (Val-d'Oise), ouvertement critique à l'égard du gouvernement. Quand on me parle des rythmes scolaires, je ne cache pas que pour nous c'est la galère ! » Des aveux de sincérité peut-être utiles en temps de campagne municipale, mais qui risquent de nourrir le vote sanction aux européennes de mai.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## VII) Intermittents: le Medef «veut tuer la culture», selon Filippetti

liberation.fr-AFP



La ministre de la Culture, Aurélie Filippetti à l'Elysée, le 17 décembre 2013 (Photo Alain Jocard.AFP)

La ministre de la Culture, Aurélie Filippetti, accuse le Medef de chercher des «boucs émissaires» et de vouloir «tuer la culture» avec sa proposition de suppression du régime des intermittents du spectacle, dans une interview publiée dimanche par le Parisien.

«Le Medef a une attitude agressive et scandaleuse. Il veut tuer la culture», estime Mme Filippetti tout en insistant sur le rôle économique joué par les intermittents «qui contribuent à un secteur représentant 3,2% du produit intérieur brut».

«Economiquement on a besoin des intermittents. Quand vous investissez un euro dans un festival ou un établissement culturel, vous avez 4 à 10 euros de retombées économiques pour les territoires», affirme la ministre.

Le patronat a jeté un pavé dans la mare jeudi lors des négociations sur l'assurance chômage avec des propositions drastiques, dont la suppression du régime des intermittents du spectacle, provoquant de vives réactions syndicales ainsi qu'une occupation du hall du ministère de culture.

Dès jeudi, Mme Filippetti avait réaffirmé son «attachement et l'attachement du gouvernement» à ce régime.

Dans son interview au Parisien, la ministre

souligne que les intermittents «ne sont pas des privilégiés» et que le Medef «cherche un bouc émissaire car il est incapable de s'engager sur des contreparties au pacte de responsabilité proposé par le président».

Interrogée sur les mesures qui pourraient être prises pour réformer le régime des intermittents, elle s'est montrée très réticente face à un relèvement du nombre d'heures pour toucher les indemnités, estimant que cela pénaliserait «ceux qui sont déjà les plus précaires».

Elle a en revanche mentionné «le plafonnement du cumul possible entre des rémunérations d'activité et des indemnités du chômage» préconisé par les entrepreneurs des professions culturelles.

Mais, a-t-elle ajouté, «je ne veux pas en dire plus car les discussions entre les partenaires sociaux doivent durer jusqu'au 13 mars. Je demande juste au Medef d'examiner les propositions faites par ces entrepreneurs».

AFP

## VIII) Un complot homos - franc-maçons ? Le délire du Printemps français



Par Le Nouvel Observateur

**Les croisés de l'ordre moral fustigent une conspiration imaginaire. Le gouvernement, poussé par des militants de l'égalité homme-femme et de la cause homosexuelle qui veulent aller plus loin, freine.**



A Paris, les catholiques fondamentalistes défilent contre le mariage homosexuel en mai 2013. (FRED DUFOUR/AFP)

Des descendants de Maximilien Robespierre et d'Olympe de Gouges hanteraient les ministères et les salles des profs. Ils s'acharneraient à détruire la famille en imposant le mariage pour tous, pervertiraient la jeunesse en enseignant l'homosexualité et annihileraient le mâle occidental en assurant la suprématie féminine... "Il y a une volonté totalitaire de changer l'homme" : c'est ainsi que le polémiste Eric Zemmour fantasme le "politiquement correct" de ce "lobby gay". "Déconstruire les stéréotypes sexuels d'enfants de 3 ou 4 ans, c'est mettre les profs sous la surveillance de commissaires politiques LGBT [lesbiennes, gays, bi et trans, NDLR] comme naguère les généraux russes étaient sous le contrôle des bolcheviques", assène Zemmour qui prétend détenir les "preuves" de ce qu'il avance.

Les preuves ? Nul n'a jamais pu produire la moindre consigne visant à imposer une "théorie du genre" dans l'Education nationale. Le procédé - bien connu - consiste plutôt à déformer des éléments de la réalité (la prise en compte de la question du "genre") pour étayer la thèse paranoïaque d'un complot. D'une simple sensibilisation à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ("ABCD de l'égalité"), on infère un plan général visant à nier les différences sexuelles. Du mariage des couples de même sexe, on déduit la volonté de révolutionner les liens de la filiation en généralisant la procréation médicalement assistée (PMA) voire la gestation pour autrui (GPA). Et peu importe que le gouvernement n'ait plus d'appétit pour aucun de ces "changements de société". Le retrait exprès du projet de loi sur la famille et les amendements pro-PMA qu'il aurait pu susciter suffit à conforter les pires soupçons. Pas de fumée sans feu...

### **Homos et franc-maçons : le grand complot**

Pour dénoncer les promoteurs cachés de la loi Taubira, 150 militants du collectif Printemps français manifestaient en mai dernier devant le siège parisien du Grand Orient de France au cri de : "Francs-maçons, fascistes !" Depuis Joseph de Maistre, premier penseur contre-révolutionnaire, tous les maux de la fille aînée de l'Eglise ne proviennent-ils pas des frères ? "Les maçons sont très inquiets du climat actuel, mais le temps est passé où les lois de la République étaient discutées dans les loges", confie Daniel Keller, le grand maître du Grand Orient de France.

Bien qu'il soit un fervent admirateur du culte

républicain, le ministre de l'Education nationale Vincent Peillon n'a jamais été initié. Et au Parlement il y a belle lurette que la "fraternelle", qui fit les riches heures de la IIIe République, n'est plus qu'une survivance folklorique. "Face à la montée de l'intolérance, le GO est aux abonnés absents", déplore même Guy Arcizet, ancien grand maître et militant socialiste proche de Bertrand Delanoë. Invitées à plancher sur la "crise des valeurs républicaines", les loges du GO rendront leurs conclusions au mois de juin !

Qu'à cela ne tienne, les agitateurs néoréacs reportent leurs fantasmes complotistes sur le "lobby gay". Délire ou réalité ? Née en Californie dans les années 1960, l'affirmation d'un droit à une sexualité queer a progressé dans les démocraties occidentales prenant à rebrousse-poil des siècles de traditions ethno-religieuses. En France, une myriade d'associations - notamment la fédération Inter-LGBT - sont mobilisées pour faire valoir leurs revendications jusque dans les partis politiques. Pour la galaxie conservatrice, leur jonction avec la cause féministe est de nature à menacer la famille hétérosexuelle. "Il y a un vrai travail idéologique derrière la notion de genre", dénonce Louis Manaranche, jeune agrégé d'histoire engagé dans la lutte anti-mariage gay.

### **Le diable aux 1.000 visages**

Alors, sus aux relais politiques de la mouvance LGBT ! En tête de liste, Najat Vallaud-Belkacem. Ancienne secrétaire nationale du PS chargée des questions de société, elle n'a pas attendu d'être ministre des Droits des femmes pour se prononcer en faveur d'une nouvelle conception familiale.

*Le désir d'enfant n'est pris en charge par la société que pour les familles conformes au modèle traditionnel de la famille, composées d'un père et d'une mère. Il est temps de s'affranchir de cette définition naturaliste", écrivait-elle dans une tribune en 2011.*

Conseillère auprès de la ministre jusqu'en avril 2013, la militante Caroline De Haas, fondatrice de l'association Osez le Féminisme ! est elle aussi dans le collimateur. D'emblée, elle a défrayé la chronique en imposant aux membres du gouvernement Ayrault des séances de "sensibilisation aux stéréotypes de genre". "Ce n'était pas Caroline De Haas qui était sous la tutelle de Najat, c'était le contraire", glisse un

député de gauche. Cette ancienne collaboratrice de Benoît Hamon, classée à la gauche du PS, est l'une des inspiratrices des lois sur l'égalité homme-femme et sur la prostitution qui électrisent les défenseurs des traditions.

Au cabinet de Najat Vallaud-Belkacem, s'active aussi Gilles Bon-Maury, ex-président du courant Homosexualités et Socialisme (HES) qui "propose de fonder le droit de la famille sur l'engagement parental et non plus sur des faits biologiques". La mission de ce conseiller : "L'accès aux droits et la lutte contre les violences faites aux femmes et la lutte contre les violences et les discriminations commises à raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre". Chargé par Martine Aubry de plancher sur les "nouvelles familles" dans le cadre du Laboratoire des idées censé "réarmer idéologiquement le PS", ce militant des droits homos avait contribué à faire du mariage gay et de l'autorisation de la PMA pour les couples lesbiens une des revendications de la plate-forme socialiste de 2012.

Ministre de la Famille, Dominique Bertinotti, ancienne directrice de cabinet de Ségolène Royal et ex-maire du 4<sup>e</sup> arrondissement, quartier gay de la capitale, est, elle aussi, une militante convaincue de la PMA pour les couples lesbiens. Mais elle n'a remporté aucun de ses arbitrages de l'Elysée. Il est vrai que l'utilisation de la PMA hors de ses applications thérapeutiques ne figurait pas dans les 60 engagements de François Hollande. Quant au projet de loi Bertinotti sur la famille, qui prévoyait notamment la création d'un statut du "beau-parent", il a été ajourné sine die. La gauche de gouvernement incarnée par Manuel Valls a d'abord tenu compte de l'état de l'opinion...

### La gauche partagée

Qui s'en plaint ? Une escouade de parlementaires de la majorité. Des verts, en première ligne, comme le député Sergio Coronado. Qualifié d'"hystérique" par le patron des députés UMP Christian Jacob lors des débats sur le mariage homosexuel à l'Assemblée, cet ancien assistant parlementaire de Noël Mamère oeuvrait déjà en coulisses pour monter le premier mariage gay, à Bègles, en 2004. Il mène la bataille pour l'ouverture de la PMA à toutes les femmes et a signé l'amendement EELV supprimant la notion de "bon père de famille". Coronado veut désormais déposer une loi facilitant le changement d'état civil pour les transsexuels.

*Sur ces questions-là, la gauche n'avance qu'à reculons depuis une vingtaine d'années, plaide-t-il. C'était déjà le cas au moment du pacs. On ne réforme pas à la papa. Le champ social n'est pas un long fleuve tranquille."*

Un temps membre d'EELV, l'avocate Caroline Mécary, spécialiste de l'homoparentalité, inverse la charge de la preuve : "Si lobby il y a, c'est le lobby catholique intégriste lié aux fondamentalistes américains, qui a soutenu le collectif de la Manif pour tous."

Chez les socialistes, les militants historiques n'entendent pas non plus baisser les bras. Dans une tribune au "Monde", le député Bernard Roman, à l'avant-garde de ces combats, vient d'annoncer qu'il serait "partie prenante à toute initiative" visant à ouvrir la PMA aux couples d'homosexuelles. De quoi faire peur à Hollande et Ayrault ? L'un et l'autre se souviennent qu'en décembre 2012 un amendement ouvrant la PMA aux couples de femmes mariées avait recueilli 126 votes favorables contre 61 voix hostiles au sein du groupe socialiste à l'Assemblée. L'avertissement a bien été entendu à l'Elysée qui, pour ne pas nourrir les peurs de la rue, a préféré battre en retraite.

Sylvain Courage et Maël Thierry - Le Nouvel Observateur

**A suivre...**

**La Presse en  
Revue**